

## Communiqué de la Cgt et du Comité National des Privés d'Emploi.

Non au sous emploi sous contrainte pour les Privés d'emploi

Loin des engagements du Grenelle de l'Insertion, l'idée de contraindre les privés d'emploi à accepter n'importe quel petit boulot pour avoir le droit à une allocation à la vie dure. Dans le droit fil de la polémique lancée par Laurent Wauquier sur le travail gratuit après le premier projet de loi porté par Pierre Lang, député UMP, le député UMP Marc-Philippe Daubresse préconise un contrat unique d'insertion de 7 h hebdomadaire.

Au lieu de proposer de véritables contrats de travail, le gouvernement veut contraindre les privés d'emploi, les travailleurs pauvres au RSA à accepter des miettes d'emploi. Comment penser que 7 h de travail par semaine vont permettre aux salariés exclus de l'emploi stable et durable, de sortir de la pauvreté et de vivre dignement des revenus de leur travail ? Voilà plutôt le moyen d'avoir de la main-d'œuvre bon marché et de masquer les véritables responsabilités du gouvernement et des entreprises.

Comment comprendre que dans un des pays les plus riches du monde, la France, le nombre d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté ait explosé ? Selon une étude de l'INSEE en 2009, 8,2 millions d'entre-nous, privés de travail ou d'emploi stable « vivent » avec moins de 950 euros par mois. L'absence de politiques publiques, la réduction drastique des budgets des collectivités territoriales, de l'action sociale et des associations ne permettront pas l'augmentation des contrats aidés et de l'accompagnement social et professionnel par les travailleurs sociaux. C'est un véritable marché de dupes !!!!

Le gouvernement reconnaît là son incapacité à proposer de réels emplois d'insertion avec la qualité d'accompagnement nécessaire.

La création d'emplois de qualité et pérenne est la seule solution pour sortir de la spirale de la précarité. Ce gouvernement serait mieux inspiré de supprimer les niches fiscales inutiles pour le développement de l'emploi. Au deuxième trimestre 2010, la défiscalisation des heures supplémentaires détaxées a permis aux entreprises de cumuler 186 millions d'heures supplémentaires ce qui équivaut à 400 000 emplois à temps plein.

Dans le même rapport, le député Daubresse préconise de ficher les pauvres, en lançant l'étude d'une carte électronique centralisant les informations sur les aides sociales perçues par chaque personne.

Il est certes plus facile de créer la suspicion sur les bénéficiaires du RSA, d'organiser la chasse aux pauvres et aux privés d'emploi, plutôt que de taxer le travail précaire et les revenus financiers. Comme il est plus facile de penser à la fusion RSA - prime pour l'emploi et celle RSA - allocation de solidarité spécifique (ASS, pour les chômeurs en fin de droits) plutôt que d'entamer la nécessaire réforme fiscale et le financement du système de protection sociale que revendique la CGT.

Le seuil de tolérance est atteint. Ensemble, tous ensemble, décidons très nombreux de manifester le 11 octobre pour plus de justice sociale et de solidarité, pour d'autres choix économiques et sociaux.

Montreuil, le 15 septembre 2011